



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2024



SOMMAIRE

I.	RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2024	1
	RAPPORT D'ACTIVITÉ	2
	PERSPECTIVES DU SECOND SEMESTRE 2024	9
	DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'ANNÉE	9
	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	9
	PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	9
II.	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2024	11
III.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	43
IV.	ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES	45



I. RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2024

RAPPORT D'ACTIVITÉ	2
PERSPECTIVES DU SECOND SEMESTRE 2024	9
DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'ANNÉE	9
ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	9
PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	9



RAPPORT D'ACTIVITÉ

- **Une solide performance opérationnelle après un premier semestre 2023 record, soutenue par une activité toujours soutenue dans les Caraïbes :**
 - **Forte génération de cash-flow : cash-flow opérationnel¹ à 352 M€, en hausse de 6 % vs S1 2023**
 - **Résultat brut d'exploitation (RBE) à 358 M€, stable vs S1 2023 sur une base comparable², - 12 % vs S1 2023**
 - **Résultat net part du Groupe à 130 M€, - 4 % sur une base comparable, - 24 % vs S1 2023**
- **Bilan sain : 1,6x dette financière nette corporate (DFN corporate)/RBE³**
- **Objectifs 2024 confirmés – confiance renouvelée dans le versement d'un dividende en croissance**

Faits marquants - S1 2024⁴

- **Distribution d'énergies :**
 - Retail & Marketing – Croissance des volumes de 4 %, marge brute à 416 M€ en baisse de 7 % (+ 0 % à périmètre constant ⁵)
 - Poursuite de la bonne performance du Retail, du C&I et de l'aviation aux Caraïbes, portée par l'essor du Guyana, les vols plus fréquents des compagnies aériennes vers la Barbade et le dynamisme de la Jamaïque.
 - Afrique de l'Est : le Kenya a connu un premier semestre très dynamique du côté de l'aviation, avec un nombre de vols croissant ainsi qu'une amélioration du service client. Cette très bonne croissance n'a pas suffi pour compenser les difficultés du secteur retail au cours du premier semestre (manifestations, inondations, ralentissement économique et volatilité des taux de change), d'où une performance globalement terne.
 - Bitume : l'activité a été particulièrement soutenue en Afrique du Sud, mais a continué d'être freinée par le contexte politique au Nigéria. Les marges se situent à un niveau confortable.
 - Support & Services : marge brute en baisse de 8 %, après un excellent premier semestre 2023
 - Les volumes du trading de bitume ont atteint des niveaux inférieurs au T2 versus T2 2023, en raison de la baisse de la demande aux États-Unis
 - Le premier semestre de 2023 avait vu d'importantes livraisons de brut, générant un décalage avec 2024, qui devrait se rattraper au cours de l'année.

¹ Cash-flow avant coût de l'endettement financier net et impôt

² Sur une base comparable : en tenant compte des éléments non récurrents ou exceptionnel, voir l'annexe pour plus de précisions

³ Hors dette sans recours au niveau des SPV de Photosol ; RBE sur les douze derniers mois hors IFRS 16 – obligations locatives.

⁴ La Gérance, réunie le 4 septembre 2024, a arrêté les comptes du premier semestre 2024. Ils ont été examinés par le Conseil de surveillance le 5 septembre 2024. Les commissaires aux comptes ont procédé à un examen limité de ces comptes. Leur rapport sur l'information financière semestrielle a été émis à la même date.

⁵ En excluant les éléments exceptionnels et les effets de change.

• **Production d'électricité renouvelable :**

- Portefeuille sécurisé à 1 GWc, en hausse de 55 % versus S1 2023
- RBE de 11 M€, en hausse de 12 % versus S1 2023
- Accélération des coûts de développement pour accompagner la croissance future de Photosol

CHIFFRES CLÉS

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2024

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023	Variation
Chiffre d'affaires	3 339	3 324	0 %
RBE	358	409	- 12 %
<i>dont Distribution d'énergies</i>	371	416	- 11 %
<i>dont Production d'électricité renouvelable</i>	11	10	12 %
ROC	257	323	- 20 %
<i>dont Distribution d'énergies</i>	284	341	- 17 %
<i>dont Production d'électricité renouvelable</i>	-3	-1	158 %
Résultat net consolidé part du Groupe	130	171	- 24 %
BPA (dilué), en euros	1,25	1,66	- 25 %
Cash-flow avant coût de l'endettement financier net et impôt	352	331	6 %
Cash-flow d'exploitation	286	241	18 %
Dépenses d'investissement (« capex »)	103	132	- 22 %
<i>dont Distribution d'énergies</i>	68	108	- 37 %
<i>dont Production d'électricité renouvelable</i>	35	24	48 %

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin-2024	Déc.-2023	Variation
Dette financière nette (DFN)	1 491	1 360	10 %
DFN/RBE	2,1x	1,8x	0,2x
Dette financière nette corporate ⁽¹⁾ (DFN corporate)	1,079	992	9%
DFN Corporate/RBE	1.6x	1.4x	0.2x

(1) Dette financière nette corporate – hors dette sans recours, voir l'annexe pour plus de précisions.

PERFORMANCES FINANCIÈRES S1 2024

Le premier semestre 2024 a vu une baisse de 12 % du RBE à 358 M€ et du ROC à 257 M€ (- 20 % versus S1 2023).

Au niveau Groupe, les charges financières ont augmenté, à 50 M€ au S1 2024 contre 36 M€ au S1 2023. Cette variation s'explique par la hausse des taux d'intérêts et une dette plus élevée chez Photosol en cohérence avec l'augmentation de la capacité opérationnelle. En ce qui concerne les charges financières relatives au change, elles ont atteint 32 M€ au cours du premier semestre, contre un montant très élevé de 80 M€ (brut) au S1 2023. Les principaux contributeurs ont été le



Kenya (14 M€) et le Nigéria (11 M€), où la monnaie est restée stable après la dévaluation observée en janvier.

Le résultat avant impôt diminue de 15 % et le résultat net consolidé part du Groupe baisse de 24 % pour s'établir à 130 M€.

Éléments à prendre en compte pour analyser les variations sur une base comparable (voir l'annexe pour plus de précisions)

Au niveau du RBE, les éléments suivants sont à prendre en compte au S1 2024 :

- Impacts divers relatifs aux rémunérations (IFRS2, entre autres) : 15 M€
- Honoraires de conseil (stratégie et M&A) : 3 M€

Pour le S1 2023 :

- Impacts divers relatifs aux rémunérations (IFRS2, entre autres) : 6 M€
- Répercussion de l'impact de change en marge au Nigéria : - 25 M€
- Remboursement par l'État du manque à gagner 2022 à Madagascar : - 11 M€

Corrigé de ces éléments, le RBE a diminué de 1 % par rapport à l'année précédente.

Au niveau du ROC, deux grands navires-bitumiers ont vu leur durée de vie réduite de 28 à 25 ans en raison de politiques de *vetting* plus restrictives, ce qui a entraîné une charge d'amortissement complémentaire de 4 M€ pour le S1 2024 versus S1 2023.

La baisse du ROC sur une base comparable se réduit à - 5 %.

Au S1 2024, l'impact de la première application de l'impôt minimal mondial de l'OCDE a atteint approximativement 12 M€.

Suite à l'annonce de la cession de la participation de 55 % dans Rubis Terminal, Rubis Terminal est comptabilisé selon la norme IFRS 5 - Actifs non courants détenus en vue de la vente depuis le 31 mars 2024. Rappelons que le premier semestre 2023 comprenait 5 millions d'euros provenant du deuxième trimestre 2023.

Sur une base comparable, le résultat net part du Groupe a diminué de 4 % par rapport au S1 2024.

La progression de 18 % de la capacité d'autofinancement, qui s'établit à 286 M€, illustre la solidité des opérations. La génération de capacité d'autofinancement avant coût de la dette financière nette et impôt s'établit à 352 M€, ce qui représente une hausse de 6 % par rapport au S1 2023.

La dette financière nette corporate (DFN corporate) de Rubis s'élève à 1 079 M€ au S1 2024, soit un ratio de dette nette corporate/RBE à 1,6x.

Les Capex ont atteint 103 M€, dont 35 M€ dédiés à la Production d'électricité renouvelable. Les 68 M€ restants sont répartis entre la maintenance (80 %) et les investissements de croissance et de transition énergétique (20 %) dans la branche Distribution d'énergies.

DISTRIBUTION D'ÉNERGIES

Retail & Marketing

Le premier semestre 2024 a vu le volume augmenter par rapport à un premier semestre 2023 déjà élevé. Hors le remboursement par l'État du manque à gagner en 2022 à Madagascar et l'effet de la variation des taux de change au Nigéria (éléments du S1 2023), la marge brute est restée stable à 416 M€. Le ROC s'est établi à 200 M€, contre 247 M€ au S1 2023 (- 19 % versus S1 2023, - 3 % sur une base comparable). Au premier semestre 2024, les Capex ont diminué pour s'établir à 59 M€ (- 15 % versus S1 2023).

VOLUME ET MARGE BRUTE PAR PRODUIT AU S1

	Volumes (en '000 m ³)			Marge brute (en M€)			Marge brute ajustée ⁽¹⁾ (en M€)		
	S1 2024	S1 2023	S1 2024 vs S1 2023	S1 2024	S1 2023	S1 2024 vs S1 2023	S1 2024	S1 2023	S1 2024 vs S1 2023
GPL	660	654	1 %	158	158	0 %	158	158	0 %
Carburant	2 101	1 988	6 %	214	231	- 7 %	214	219	- 2 %
Bitumes	212	225	- 6 %	44	59	- 27 %	44	34	27 %
TOTAL	2 973	2 867	4 %	416	448	- 7 %	416	411	1 %

(1) Ajustée des éléments exceptionnels et effets de change.

La demande en **GPL** est globalement stable sur le S1, le GPL-carburant en Europe et le vrac au Maroc, compensant la baisse de la demande en Afrique du Sud. La marge brute et la marge unitaire sont restées stables, en ligne avec les volumes.

Carburants :

- **L'activité retail** (les stations-service représentant 49 % du volume de carburant et 52 % de la marge brute du carburant du premier semestre) **a montré une nouvelle fois sa résilience**. Les volumes sont stables sur le premier semestre. La marge brute a diminué de 23 %, sous les effets distincts suivants :
 - le S1 2023 avait été marqué par des éléments exceptionnels à Madagascar et au Kenya, conduisant à une base de comparaison particulièrement élevée sur les marges brutes *retail* ;
 - l'activité *retail* au Kenya a été sous pression au premier semestre 2024. Des manifestations, des inondations et le ralentissement économique ont pesé sur la performance. La nouvelle appréciation du shilling kényan au T2 a également impacté la marge brute ;
 - en revanche, l'activité a continué d'être très dynamique dans les Caraïbes, avec des performances très supérieures aux attentes en Jamaïque, à Antigua, à la Grenade, à la Dominique (où l'activité a repris en 2023) et au Guyana.
- **Dans la lignée de la dynamique amorcée au T1, le segment commercial et industriel entreprise** (C&I, représentant 28 % du volume du carburant et 28 % de la marge brute du carburant au S1) a augmenté de 6 % en volume et de 15 % en marge brute, avec en tête le Guyana et la Barbade.
- **Le segment aviation** (représentant 20 % des volumes du carburant et 17 % de la marge brute du carburant) **a été très dynamique, avec une croissance des volumes de 32 % par**



rapport au S1 et une marge brute de + 34 %. Cette excellente performance a été portée par le Kenya, où la rationalisation du portefeuille aviation a porté ses fruits et les marges ont été gérées très efficacement au T2, et par la zone *Eastern Caribbean* où les compagnies aériennes ont augmenté la fréquence de leurs vols.

Bitumes : les volumes ont baissé de 6 % versus S1 2023, principalement à cause du Nigéria, ce qui a été partiellement compensé par la forte performance de l’Afrique du Sud, du Togo et du Cameroun. Retraitée de la répercussion de l’impact de change sur les clients au S1 2023, la marge brute a augmenté de 27 % par rapport à l’année précédente.

Le tableau ci-après présente le volume et la marge brute répartis par zone géographique pour le premier semestre.

VOLUME DE VENTE ET MARGE BRUTE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE AU S1

	Volumes (en '000 m ³)			Marge brute (en M€)			Marge brute ajustée ⁽¹⁾ (en M€)		
	S1 2024	S1 2023	S1 2024	S1 2024	S1 2023	S1 2024	S1 2024	S1 2023	S1 2024
			vs S1 2023			vs S1 2023			vs S1 2023
Europe	464	451	3 %	114	111	3 %	114	111	3 %
Caraïbes	1 145	1 091	5 %	167	146	14 %	167	146	14 %
Afrique	1 364	1 326	3 %	134	191	- 30 %	134	155	- 13 %
TOTAL	2 973	2 867	4 %	416	448	- 7 %	416	411	1 %

(1) Ajustée des éléments exceptionnels et effets de change.

La marge unitaire ajustée s’est établie à 139€/m³, en baisse de 3 % versus S1 2023.

ROC PAR RÉGION

(en millions d’euros)	S1 2024	S1 2023	Variation
Europe	35	38	- 8 %
Caraïbes	93	76	22 %
Afrique	72	133	- 46 %
TOTAL RETAIL & MARKETING	200	247	- 19 %

Par zone géographique, la dynamique sur la période a été la suivante :

- L’**Europe** continue de bénéficier de son fort positionnement GPL (représentant plus de 90 % de la marge brute de la zone). Ce segment progresse légèrement (+ 4 % en volume), porté par le GPL-carburant en France et en Espagne et les bouteilles au Portugal. La marge globale est cohérente avec la croissance des volumes à + 3 %. Le ROC a diminué de 8 %, mais a augmenté de 3 % sur une base comparable, en lien avec la croissance des volumes et de la marge brute.
- La zone **Caraïbes** est restée dynamique, avec des volumes en hausse de 5 %, malgré la situation compliquée à Haïti (volume : - 24 %). L’activité C&I s’est particulièrement bien portée, avec des conditions opérationnelles optimales, et une progression de la marge unitaire de 16 %. Le ROC a augmenté de 22 %, porté par la Jamaïque et le Guyana.
- Enfin, en **Afrique**, la marge brute est en baisse de 13 %, corrigée sur 2023 de l’échelonnement du paiement par l’État malgache du manque à gagner de 2022 (11 M€) et de la neutralisation des pertes de change au Nigéria (25 M€). Le semestre a été marqué par des conditions

opérationnelles difficiles au Nigéria et au Kenya, associées à une forte volatilité des changes au Kenya.

Support & Services

L'activité **Support & Services** a enregistré un ROC de 85 M€ (- 10 % versus 2023, - 6 % sur une base comparable) au premier semestre 2024.

Les volumes (+ 3 %) et les marges (- 8 %) ont fait preuve de résilience, après avoir atteint un niveau record au premier semestre 2023. Le T1 2023 avait enregistré d'importantes livraisons de brut, alors que des retards de livraisons ont été enregistré en 2024. La forte dynamique du *trading* dans les Caraïbes au T1 s'est poursuivi au T2 avec + 22 % en volume et + 27 % de marge brute au S1, bénéficiant des deux navires acquis en 2023.

La SARA et les opérations logistiques, dont les *business models* sont spécifiques, présentent un profil de marge stable.

Les Capex se sont normalisés pour s'établir à 9 M€ (versus 39 M€ au S1 2023, soit - 77 % par rapport à l'année précédente) ; le S1 2023 comprenait l'acquisition de deux nouveaux navires de GPL dans les Caraïbes et d'un bitumier.

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ RENOUVELABLE

Le niveau des actifs en exploitation a progressé de 17 % par rapport au S1 2023, pour s'établir à 460 MWc. Le portefeuille de projets sécurisé a atteint 1 GWc, en hausse de 55 % en glissement annuel.

Le chiffre d'affaires atteint 24 M€ au S1 2024, environ 4 M€ provenant des ventes directes au marché. Retraité de ces ventes directes au marché, le chiffre d'affaires est stable par rapport au S1 2023, bien que les actifs en exploitation aient augmenté de 17 % versus S1 2023. Le RBE atteint 11 M€ sur le premier semestre 2024, pénalisé par :

- des effets liés aux conditions météorologiques (baisse du facteur de charge, chute de grêle locale ayant endommagé les panneaux) ;
- d'une baisse des prix spot, dégradant ainsi le niveau de chiffre d'affaires supplémentaire généré par les centrales ayant bénéficié du prix spot ;
- d'une accélération des coûts de développement pour soutenir la croissance future de Photosol.

Données opérationnelles	S1 2024	S1 2023	Variation
Capacité installée (en MWc)	460	394	17 %
Production d'électricité (en GWh)	221	234	- 5 %
Chiffre d'affaires (en M€)	24	25	- 3 %
RBE	11	10	12 %
Capex	35	24	48 %
Dette projets sans recours	412	360	20 %

STOCKAGE DE PRODUITS LIQUIDES

Suite à l'annonce de la cession de sa participation de 55 % dans Rubis Terminal, Rubis Terminal est comptabilisé selon la norme IFRS 5 – Actifs non courants en vue de la vente depuis le 31 mars 2024.



Le résultat net consolidé part du Groupe du S1 2024 inclut trois mois de contribution de Rubis Terminal tandis que le S1 2023 en incluait six.

Au 30 juin 2024, la finalisation de la transaction est soumise à la levée de conditions suspensives, et notamment à l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives requises. La plus-value correspondante sera incluse dans le résultat net part du Groupe au *closing*.

NOTATIONS EXTRA-FINANCIÈRE

- MSCI : AA (réitérée en décembre 2023)
- Sustainalytics : 30,7 (vs 29,7 précédemment)
- ISS ESG : C (vs C- précédemment)
- CDP : B (réitérée en février 2024)

PERSPECTIVES DU SECOND SEMESTRE 2024

Après une performance très solide au H1 2024, la zone Caraïbes continue d'afficher une forte croissance. La dynamique opérationnelle Europe se poursuit également. L'Afrique fait face à un certain nombre d'incertitudes, notamment au Kenya.

L'accélération des coûts de développement de la branche Production d'électricité renouvelable impactera le RBE 2024 et 2025, mais assurera la croissance future.

Ainsi, les objectifs communiqués au marché pour 2024 sont réitérés avec un RBE Groupe qui devrait s'établir entre 725 M€ et 775 M€. Le résultat net part du Groupe devrait rester stable malgré la première application de la Global Minimum Tax représentant un impact estimé entre 20 et 25 M€. La confiance dans la croissance des dividendes est également renouvelée.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'ANNÉE

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être exposé sont décrits dans le chapitre 3 « Facteurs de risque, contrôle interne et assurances » du Document d'enregistrement universel 2023.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le Groupe a annoncé le 19 juillet 2024 que sa filiale Rubis Énergie SAS a signé son tout premier financement privé américain US Private Placement (USPP) sous droit français avec PGIM Private Capital (« PPC »), la branche capital privé de PGIM Inc., société de gestion d'actifs de Prudential Financial Inc. pour un montant de 265 millions de dollars. Rubis Énergie SAS va émettre trois séries de 70 millions d'euros chacune d'obligations non garanties de premier rang avec des échéances *in fine* de 8, 10 et 12 ans.

Rubis Énergie conserve près de 40 millions de dollars disponibles dans le cadre de l'accord pour des émissions futures au cours des deux prochaines années.

Ce nouveau financement USPP permet à Rubis de diversifier ses sources de financement tout en allongeant la maturité moyenne actuelle de sa dette de trois à cinq ans et ouvre la voie à d'autres opérations USPP potentielles.

PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Au premier semestre 2024, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2023 (cf. note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023).

II. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2024

BILAN CONSOLIDÉ	12
COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	14
ÉTAT DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	15
ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	16
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	17
ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2024	19



BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	Référence annexe	30/06/2024	31/12/2023
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles	8.2	100 207	90 665
Écarts d'acquisition	8.1	1 734 497	1 659 544
Immobilisations corporelles	9.1	1 798 763	1 746 515
Immobilisations corporelles - droits d'utilisation	9.2	240 624	230 764
Participations dans les coentreprises	7	25 496	310 671
Autres actifs financiers	10.1	153 302	168 793
Impôts différés		21 783	28 770
Autres actifs long terme		13 351	11 469
TOTAL ACTIFS NON COURANTS (I)		4 088 023	4 247 191
Actifs courants			
Stocks et en-cours		711 087	651 853
Clients et autres débiteurs	10.3	812 105	781 410
Créances d'impôt		29 718	34 384
Autres actifs courants	10.2	63 262	42 214
Trésorerie et équivalents de trésorerie		457 712	589 685
TOTAL ACTIFS COURANTS (II)		2 073 884	2 099 546
TOTAL GROUPE D'ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS (III)	2	293 132	-
TOTAL ACTIF (I + II + III)		6 455 039	6 346 737

BILAN CONSOLIDÉ

PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	Référence annexe	30/06/2024	31/12/2023
Capitaux propres - part du Groupe			
Capital	11	130 198	128 994
Primes liées au capital	11	1 561 561	1 553 914
Résultats accumulés		1 008 226	948 449
Total		2 699 985	2 631 357
Intérêts minoritaires		125 854	131 588
CAPITAUX PROPRES (I)		2 825 839	2 762 945
Passifs non courants			
Emprunts et dettes financières	13	1 222 918	1 166 074
Obligations locatives	13	213 620	200 688
Consignations d'emballages		151 781	151 785
Engagements envers le personnel		45 664	40 929
Autres provisions	14	157 010	137 820
Impôts différés		80 336	83 659
Autres passifs long terme		145 445	148 259
TOTAL PASSIFS NON COURANTS (II)		2 016 774	1 929 214
Passifs courants			
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	13	726 086	783 519
Obligations locatives (part à moins d'un an)	13	33 109	38 070
Fournisseurs et autres créditeurs		808 750	792 512
Dettes d'impôt		27 428	25 245
Autres passifs courants		17 053	15 232
TOTAL PASSIFS COURANTS (III)		1 612 426	1 654 578
TOTAL PASSIF (I + II + III)		6 455 039	6 346 737



COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	Référence annexe	Var	30/06/2024	30/06/2023
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	4	-%	3 338 885	3 324 412
Achats consommés			(2 491 037)	(2 473 182)
Charges externes			(269 370)	(247 080)
Charges de personnel			(149 898)	(125 593)
Impôts et taxes			(70 128)	(69 327)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		-12%	358 452	409 230
Autres produits de l'activité			906	805
Amortissements et provisions nets			(98 684)	(87 522)
Autres produits et charges d'exploitation			(3 262)	624
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	4	-20%	257 412	323 137
Autres produits et charges opérationnels	15		(882)	(5 260)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AVANT QUOTE-PART DE RÉSULTAT DES COENTREPRISES		-19%	256 530	317 877
Quote-part de résultat des coentreprises	7		5 344	6 308
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT DES COENTREPRISES	4	-19%	261 874	324 185
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			5 502	8 114
Coût de l'endettement financier brut			(49 352)	(38 471)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		44%	(43 850)	(30 357)
Charge d'intérêt sur obligations locatives			(6 488)	(5 522)
Autres produits et charges financiers	16		(32 700)	(78 462)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		-15%	178 836	209 844
Impôt sur les bénéfices	17		(44 655)	(32 438)
RÉSULTAT NET TOTAL		-24%	134 181	177 406
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		-24%	129 503	170 624
RÉSULTAT NET MINORITAIRES		-31%	4 678	6 782
Résultat net par action <i>(en euros)</i>	18	-25%	1,25	1,66
Résultat net dilué par action <i>(en euros)</i>	18	-25%	1,25	1,66

ÉTAT DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2024	30/06/2023
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ (I)	134 181	177 406
Réserves de conversion (hors coentreprises)	118 738	(112 878)
Instruments de couverture	11 134	(6 644)
Impôts sur les instruments de couverture	(2 876)	1 716
Actifs financiers à la juste valeur par résultat global	(15 236)	(10 630)
Retraitements liés à l'hyperinflation	20 880	7 082
Impôts sur les retraitements liés à l'hyperinflation	(2 531)	(1 015)
Éléments recyclables du résultat des coentreprises	2 454	1 131
Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat (II)	132 563	(121 238)
Gains et pertes actuariels	(3 849)	(675)
Impôts sur les gains et pertes actuariels	165	14
Variation de juste valeur d'option de rachat sur participations ne donnant pas le contrôle	(3 900)	(3 800)
Éléments non recyclables du résultat des coentreprises	-	25
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat (III)	(7 584)	(4 436)
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE (I + II + III)	259 160	51 732
PART ATTRIBUABLE AUX PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE DU GROUPE	255 487	53 306
PART ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	3 673	(1 574)



ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Actions en circulation	Dont actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Écarts de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	Capitaux propres de l'ensemble consolidé	
	<i>(en nombre d'actions)</i>				<i>(en milliers d'euros)</i>						
Capitaux propres au 31 déc. 2022	102 953 566	84 987	128 692	1 550 120	(1 990)	1 247 246	(190 604)	2 733 464	126 826	2 860 290	
Résultat global de la période						162 484	(109 178)	53 306	(1 574)	51 732	
Variation de pourcentage d'intérêts						(18 600)		(18 600)	12 216	(6 384)	
Paiement en actions						9 169		9 169	976	10 145	
Augmentation de capital	241 606		302	3 813				4 115		4 115	
Actions propres		9 149			(384)	191		(193)		(193)	
Distribution de dividendes						(197 524)		(197 524)	(10 848)	(208 372)	
Autres variations						(2)		(2)		(2)	
Capitaux propres au 30 juin 2023	103 195 172	94 136	128 994	1 553 933	(2 374)	1 202 964	(299 782)	2 583 735	127 596	2 711 331	
Résultat global de la période						121 102	(69 849)	51 253	8 885	60 138	
Variation de pourcentage d'intérêts						(3 799)		(3 799)	(2 543)	(6 342)	
Paiement en actions						(503)		(503)		(503)	
Augmentation de capital				(19)				(19)	1 763	1 744	
Actions propres		(31 605)			1 017	(322)		695		695	
Distribution de dividendes									(3 137)	(3 137)	
Autres variations						(5)		(5)		(5)	
Capitaux propres au 31 déc. 2023	103 195 172	62 531	128 994	1 553 914	(1 357)	1 319 437	(369 631)	2 631 357	131 588	2 762 945	
Résultat global de la période						138 612	116 875	255 487	3 673	259 160	
Variation de pourcentage d'intérêts						412		412	582	994	
Paiement en actions						9 386		9 386		9 386	
Augmentation de capital	962 950		1 204	7 647				8 851	479	9 330	
Actions propres		18 722			(1 087)	545		(542)		(542)	
Distribution de dividendes						(204 979)		(204 979)	(10 468)	(215 447)	
Autres variations						13		13		13	
Capitaux propres au 30 juin 2024	104 158 122	81 253	130 198	1 561 561	(2 444)	1 263 426	(252 756)	2 699 985	125 854	2 825 839	

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2024	31/12/2023	30/06/2023
RÉSULTAT NET TOTAL CONSOLIDÉ	134 181	367 013	177 406
Ajustements :			
Élimination du résultat des coentreprises	(5 344)	(14 930)	(6 308)
Élimination du résultat des amortissements et provisions	119 613	222 146	99 133
Élimination des résultats de cession	527	1 344	(643)
Élimination des produits de dividende	(741)	(363)	(361)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie ⁽¹⁾	8 433	7 623	(6 127)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT APRÈS COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT	256 669	582 833	263 100
Élimination de la charge d'impôt	44 655	57 860	32 438
Élimination du coût de l'endettement financier net et de la charge d'intérêts sur obligations locatives	50 337	84 359	35 880
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT	351 661	725 052	331 418
Incidence de la variation du BFR*	(25 888)	(91 682)	(48 002)
Impôts payés	(40 151)	(70 752)	(42 200)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	285 622	562 618	241 216
Incidence des variations de périmètre (trésorerie acquise - trésorerie cédée)	460	387	308
Acquisition d'actifs financiers : branche Distribution d'énergies	(5 775)	(3 396)	-
Acquisition d'actifs financiers : branche Production d'électricité renouvelable ⁽²⁾	(7 360)	(8 543)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(103 166)	(283 340)	(131 970)
Variation des prêts et avances consentis	71	(30 252)	(29 660)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	2 335	6 175	5 135
(Acquisition)/cession d'actifs financiers autres	(127)	(193)	(5 332)
Dividendes reçus	2 520	6 111	5 898
Autres flux liés aux opérations d'investissement			
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(111 042)	(313 051)	(155 621)



TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS (SUITE)

<i>(en milliers d'euros)</i>	Référence annexe	30/06/2024	31/12/2023	30/06/2023
Augmentation de capital	11	8 851	4 096	4 115
Rachat d'actions (Réduction de capital)	11			
(Acquisitions)/cessions d'actions propres		(1 087)	633	(384)
Émissions d'emprunts	13.1	655 177	1 028 541	675 291
Remboursements d'emprunts	13.1	(690 962)	(1 092 443)	(650 536)
Remboursements des obligations locatives	13.1	(19 790)	(36 516)	(17 942)
Intérêts financiers nets versés ⁽³⁾		(52 199)	(81 285)	(34 770)
Dividendes mis en paiement		(204 979)	(197 524)	(197 524)
Dividendes mis en paiement (participations ne donnant pas le contrôle)		(5 523)	(13 993)	(10 176)
Acquisition d'actifs financiers : branche Production d'électricité renouvelable		(318)	(14 627)	(6 333)
Autres flux liés aux opérations de financement		2 345	8 502	-
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		(308 485)	(394 616)	(238 259)
Incidence de la variation des taux de change		1 932	(70 173)	(37 955)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE		(131 973)	(215 222)	(190 619)
Trésorerie				
Trésorerie d'ouverture ⁽⁴⁾		589 685	804 907	804 907
Variation de la trésorerie		(131 973)	(215 222)	(190 619)
Trésorerie de clôture ⁽⁴⁾		457 712	589 685	614 288
Dettes financières hors obligations locatives	13.1	(1 949 004)	(1 949 593)	(2 060 200)
Trésorerie nette de dettes financières	13.1	(1 491 292)	(1 359 908)	(1 445 912)

(1) Dont variations de juste valeur des instruments financiers, charge IFRS 2, écart d'acquisition (dépréciation), etc.

(2) Les incidences des variations de périmètre sont décrites en note 3.

(3) Les intérêts financiers nets versés incluent les impacts liés aux retraitements des contrats de location (IFRS 16).

(4) Trésorerie hors concours bancaires.

(*) Ventilation de l'incidence de la variation du BFR :	30/06/2024	31/12/2023	30/06/2023
Incidence de la variation des stocks et en-cours	(46 061)	(79 897)	10 527
Incidence de la variation des clients et autres débiteurs	(5 243)	(68 257)	3 014
Incidence de la variation des fournisseurs et autres créditeurs	25 416	56 472	(61 543)
Incidence de la variation du BFR	(25 888)	(91 682)	(48 002)

ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2024

1. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés condensés du premier semestre 2024 ont été arrêtés par le Collège de la Gérance le 4 septembre 2024 et examinés par le Conseil de Surveillance le 5 septembre 2024.

Les comptes consolidés condensés du premier semestre 2024 de Rubis SCA et ses filiales (le Groupe) ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes semestriels condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en cohérence avec les états financiers consolidés annuels du Groupe au 31 décembre 2023. Les principes comptables appliqués pour la préparation des comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2024 sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 sauf en ce qui concerne l'application des nouvelles normes en vigueur pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2024.

Les principales zones de jugement et d'estimations pour l'établissement des comptes semestriels condensés sont identiques à celles détaillées dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés 2023.

Le Groupe constate des variations saisonnières sur ses activités qui peuvent affecter, d'un semestre à l'autre, le niveau du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel. Aussi, le résultat intermédiaire n'est pas nécessairement indicatif de celui qui pourrait être attendu pour l'ensemble de l'année 2024.

Hyperinflation au Suriname et à Haïti

Le Suriname et Haïti figurent, respectivement depuis 2021 et 2023, parmi les pays hyperinflationnistes.

L'application de la norme IAS 29 sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024 a entraîné une augmentation des capitaux propres consolidés de 18 millions d'euros et des effets non significatifs sur le compte de résultat de la période.

Normes, interprétations et amendements applicables au 1^{er} janvier 2024

Les normes, interprétations et amendements suivants parus au Journal officiel de l'Union européenne à la date de clôture sont appliqués pour la première fois en 2024 :

Norme / Interprétation		Date d'application obligatoire
Amendements à IAS 1	Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants et passifs non courants assortis de clauses restrictives	1 ^{er} janvier 2024
Amendements à IFRS 16	Passif locatif découlant d'une cession-bail	1 ^{er} janvier 2024
Amendements à IAS 7 et IFRS 7	Accords de financements fournisseurs	1 ^{er} janvier 2024

La première application de ces normes, interprétations et amendements n'a pas eu d'impact matériel sur les comptes du Groupe.

Normes, interprétations et amendements applicables par anticipation sur option

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, interprétations et amendements dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2024 ou qui n'ont pas encore été adoptés par l'Union européenne.



2. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2024

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2024 regroupent les états financiers de Rubis et des filiales listées dans le tableau de la note 20.

Groupe d'actifs destinés à être cédés

Le 10 avril 2024, le groupe Rubis a annoncé la finalisation d'un accord avec I Squared Capital pour la cession de sa part de 55 % dans Rubis Terminal.

Rubis a créé la JV Rubis Terminal avec I Squared (45 % de participation) en 2020 pour mettre en place une stratégie de diversification des produits et d'expansion géographique, dans l'optique de créer de la valeur pour la société.

Le projet de cession par Rubis de sa participation dans Rubis Terminal répond aux critères de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente » au 30 juin 2024.

En application de cette norme :

- la participation dans la coentreprise Rubis Terminal est présentée sur la ligne distincte du bilan « Groupes d'actifs destinés à être cédés » au 30 juin 2024 ;
- la ligne « Quote-part de résultat des coentreprises » au 30 juin 2024 inclut la quote-part de Rubis au résultat de Rubis Terminal pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 mars 2024.

Au 30 juin 2024, la finalisation de la transaction est soumise à la levée de conditions suspensives, et notamment de l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives requises.

3. VARIATIONS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au cours du premier semestre 2024, Rubis Photosol a poursuivi ses investissements en réalisant notamment un investissement dans un projet situé en France et ayant atteint le stade RTB (*ready-to-build*). L'actif incorporel reconnu au 30 juin 2024 au titre de cette opération s'élève à 6,9 millions d'euros.

Parallèlement, le secteur Distribution d'énergies a réalisé deux prises de participation dans le secteur des énergies renouvelables. Les sociétés Soleco Energy Limited (35,3 %) et Ezdrive Antilles (49 %) sont toutes deux qualifiées de partenariat et consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Leurs contributions aux états financiers du premier semestre 2024 ne sont pas matérielles.

4. INFORMATION SECTORIELLE RÉSUMÉE

Conformément à la norme IFRS 8, les secteurs opérationnels reflètent le niveau auquel la performance du Groupe est évaluée par les principaux décideurs opérationnels du Groupe (les Gérants). Cette approche conduit à distinguer les deux segments suivants :

- le segment Distribution d'énergies qui intègre la distribution de carburants, de fiouls, de lubrifiants, de gaz liquéfiés et de bitumes ainsi que la logistique, qui regroupe le négoce-approvisionnement, l'activité de raffinage et le transport maritime ;
- le segment Production d'électricité renouvelable, spécialisé dans la production d'électricité photovoltaïque.

Information par secteur d'activité

30/06/2024 <i>(en milliers d'euros)</i>	Distribution d'énergies	Production d'électricité renouvelable	Réconciliation			Total
			Rubis Terminal (JV)	Société mère	Éliminations	
Chiffre d'affaires	3 314 423	24 352		110		3 338 885
<i>Chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	<i>153</i>			<i>4 358</i>	<i>(4 511)</i>	
<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>3 314 576</i>	<i>24 352</i>		<i>4 468</i>	<i>(4 511)</i>	<i>3 338 885</i>
Résultat brut d'exploitation	371 201	10 968		(23 717)		358 452
Résultat opérationnel courant	284 447	(2 927)		(24 108)		257 412
Quote-part de résultat des coentreprises	351	12	4 981			5 344
Résultat opérationnel après quote-part de résultat des coentreprises	285 098	(3 381)	4 981	(24 824)		261 874
Coût de l'endettement financier net	(43 583)	(12 793)		3 058	9 468	(43 850)
Charge d'impôt	(47 438)	2 447		336		(44 655)
Résultat net total	155 705	(14 469)	4 981	(12 036)		134 181
Investissements	67 989	34 727		450		103 166

30/06/2023 <i>(en milliers d'euros)</i>	Distribution d'énergies	Production d'électricité renouvelable	Réconciliation			Total
			Rubis Terminal (JV)	Société mère	Éliminations	
Chiffre d'affaires	3 299 404	24 975		33		3 324 412
<i>Chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	<i>16</i>			<i>2 181</i>	<i>(2 197)</i>	
<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>3 299 420</i>	<i>24 975</i>		<i>2 214</i>	<i>(2 197)</i>	<i>3 324 412</i>
Résultat brut d'exploitation	415 602	9 826		(16 198)		409 230
Résultat opérationnel courant	340 856	(1 135)		(16 584)		323 137
Quote-part de résultat des coentreprises	909	(142)	5 541			6 308
Résultat opérationnel après quote-part de résultat des coentreprises	343 515	(8 288)	5 541	(16 583)		324 185
Coût de l'endettement financier net	(31 525)	(8 479)		2 650	6 997	(30 357)
Charge d'impôt	(34 955)	2 615		(98)		(32 438)
Résultat net total	195 899	(16 950)	5 541	(7 084)		177 406
Investissements	108 324	23 508		138		131 970



Information par zone géographique (après élimination des opérations entre secteurs)

30/06/2024 (en milliers d'euros)	Réconciliation					Total
	Europe	Caraïbes	Afrique	Terminal (JV)	Société mère	
Chiffre d'affaires	428 402	1 652 598	1 257 775		110	3 338 885
Résultat brut d'exploitation	67 621	191 154	123 394		(23 717)	358 452
Résultat opérationnel courant	31 602	152 174	97 744		(24 108)	257 412
Résultat opérationnel après quote-part de résultat des coentreprises	32 688	151 554	97 475	4 981	(24 824)	261 874
Investissements	50 387	26 298	26 031		450	103 166

30/06/2023 (en milliers d'euros)	Réconciliation					Total
	Europe	Caraïbes	Afrique	Terminal (JV)	Société mère	
Chiffre d'affaires	435 230	1 623 928	1 265 221		33	3 324 412
Résultat brut d'exploitation	67 680	168 915	188 833		(16 198)	409 230
Résultat opérationnel courant	36 585	134 247	168 889		(16 584)	323 137
Résultat opérationnel après quote-part de résultat des coentreprises	31 241	135 150	168 837	5 541	(16 584)	324 185
Investissements	38 910	58 693	34 229		138	131 970

Au 30 juin 2024, le chiffre d'affaires s'élève à :

- 1 054 millions d'euros en France (y compris l'Outre-mer) ;
- 488 millions d'euros au Kenya.

Information relative au chiffre d'affaires

30/06/2024 (en milliers d'euros)	Distribution d'énergies	Production d'électricité renouvelable	Société mère	Total
Zone géographique				
Europe	404 050	24 352	110	428 512
Caraïbes	1 652 598			1 652 598
Afrique	1 257 775			1 257 775
TOTAL	3 314 423	24 352	110	3 338 885
Produits et services				
Carburants, combustibles, gaz liquéfiés et bitumes	2 828 147			2 828 147
Raffinage	405 751			405 751
Négoce, approvisionnement, transport et services	80 525			80 525
Électricité photovoltaïque		24 352		24 352
Autre			110	110
TOTAL	3 314 423	24 352	110	3 338 885

30/06/2023 (en milliers d'euros)	Distribution d'énergies	Production d'électricité renouvelable	Société mère	Total
Zone géographique				
Europe	410 255	24 975	33	435 263
Caraïbes	1 623 928			1 623 928
Afrique	1 265 221			1 265 221
TOTAL	3 299 404	24 975	33	3 324 412
Produits et services				
Carburants, combustibles, gaz liquéfiés et bitumes	2 773 751			2 773 751
Raffinage	458 863			458 863
Négoce, approvisionnement, transport et services	66 790			66 790
Électricité photovoltaïque		24 975		24 975
Autre			33	33
TOTAL	3 299 404	24 975	33	3 324 412

5. INTÉRÊTS NE CONFÉRANT PAS LE CONTRÔLE

Au 30 juin 2024, les principaux intérêts minoritaires sont calculés sur les entités ou sous-groupes suivants :

SARA

Le Groupe consolide selon la méthode de l'intégration globale l'entité SARA avec un taux de détention de 71 % ; les intérêts minoritaires à hauteur de 29 % correspondent au groupe Sol Petroleum Antilles SAS.

Entités Easigas

Les entités Easigas sont consolidées par le Groupe selon la méthode de l'intégration globale avec un taux de détention Groupe de 55 %.

Entités Photosol

Depuis le 1^{er} avril 2022, le Groupe consolide selon la méthode de l'intégration globale les entités Photosol dont certaines sont détenues à moins de 100 % (cf. périmètre de consolidation en note 20).

5.1 INFORMATIONS FINANCIÈRES RÉSUMÉES – FILIALE AVEC INTÉRÊTS NE CONFÉRANT PAS LE CONTRÔLE : SARA

Les montants présentés ci-après sont les montants avant élimination des comptes et opérations réciproques :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2024	31/12/2023
Actifs immobilisés	214 861	224 580
Dette financière nette (trésorerie - dettes)	(82 941)	(70 226)
Passifs courants (y compris emprunts à moins d'un an et concours bancaires courants)	264 034	244 244
<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2024	30/06/2023
Chiffre d'affaires net	590 019	655 291
Résultat net total	12 095	10 958
Part du Groupe	8 088	7 455
Attribuable aux intérêts ne conférant pas le contrôle	4 007	3 503
Autres éléments du résultat global	(704)	45
Part du Groupe	(500)	32
Attribuable aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(204)	13
Résultat global de la période	11 391	11 003
Part du Groupe	7 588	7 487
Attribuable aux intérêts ne conférant pas le contrôle	3 803	3 516
Dividendes payés aux intérêts ne conférant pas le contrôle	3 414	6 825
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	16 663	39 686
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(5 481)	(19 409)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(9 924)	(52 835)
Variation de la trésorerie	1 258	(32 558)



5.2 INFORMATIONS FINANCIÈRES RÉSUMÉES – FILIALE AVEC INTÉRÊTS NE CONFÉRANT PAS LE CONTRÔLE : EASIGAS SA ET SES FILIALES

Les montants présentés ci-après sont les montants avant élimination des comptes et opérations réciproques :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2024	31/12/2023
Actifs immobilisés	89 410	92 455
Dette financière nette (trésorerie - dettes)	(1 375)	4 363
Passifs courants (y compris emprunts à moins d'un an et concours bancaires courants)	18 735	18 810
<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2024	30/06/2023
Chiffre d'affaires net	84 901	85 763
Résultat net total	5 213	9 259
Part du Groupe	2 710	5 002
Attribuable aux intérêts ne conférant pas le contrôle	2 503	4 257
Résultat global de la période	5 213	9 259
Part du Groupe	2 710	5 002
Attribuable aux intérêts ne conférant pas le contrôle	2 503	4 257
Dividendes payés aux intérêts ne conférant pas le contrôle	2 030	2 746
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	4 360	13 508
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(5 935)	(4 360)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(963)	(5 130)
Incidence de la variation des taux de change	134	389
Variation de la trésorerie	(2 404)	4 407

5.3 INFORMATIONS FINANCIÈRES RÉSUMÉES – FILIALE AVEC INTÉRÊTS NE CONFÉRANT PAS LE CONTRÔLE : RUBIS PHOTOSOL ET SES FILIALES

Les montants présentés ci-après sont les montants avant élimination des comptes et opérations réciproques avec d'autres sociétés du Groupe :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2024	31/12/2023
Actifs immobilisés	501 352	476 873
Dette financière nette (trésorerie - dettes)	(532 132)	(507 843)
Passifs courants (y compris emprunts à moins d'un an et concours bancaires courants)	168 762	136 836
<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2024	30/06/2023
Chiffre d'affaires net	24 352	24 975
Résultat net total	(12 917)	(15 919)
Part du Groupe	(10 011)	(12 455)
Attribuable aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(2 906)	(3 464)
Autres éléments du résultat global	5 232	(3 377)
Part du Groupe	3 994	(2 506)
Attribuable aux intérêts ne conférant pas le contrôle	1 238	(871)
Résultat global de la période	(7 685)	(19 296)
Part du Groupe	(6 017)	(14 961)
Attribuable aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(1 668)	(4 335)
Dividendes payés aux intérêts ne conférant pas le contrôle		
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	29 935	(22 286)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(41 548)	(28 562)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	28 081	38 507
Variation de la trésorerie	16 468	(12 341)

6. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES COMMUNES

Les participations du Groupe dans des entreprises communes ne sont pas matérielles au 30 juin 2024.

7. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Le Groupe qualifie plusieurs partenariats de coentreprises au sens d'IFRS 11. Leurs contributions dans les états financiers du Groupe ne sont pas matérielles au 30 juin 2024.

8. ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

8.1 ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de perte de valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation des actifs », au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur.

Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur recouvrable et la valeur nette comptable de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) ou du groupe d'UGT, y compris le goodwill. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif (ou groupe d'actifs), une perte de valeur est enregistrée en résultat pour le différentiel.

Au cours du premier semestre 2024, le Groupe n'a pas identifié d'indices de perte de valeur.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	Variations de périmètre	Hyperinflation	Écarts de conversion	30/06/2024
ÉCARTS D'ACQUISITION	1 659 544	2 208	9 207	63 538	1 734 497

Les acquisitions réalisées sur le semestre sont décrites en note 2 Périmètre de consolidation et ne sont pas matérielles.

8.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	Variations de périmètre	Acquisitions	Diminutions	Reclassements	Écarts de conversion	30/06/2024
Valeurs brutes							
Autres concessions, brevets, droits similaires et coûts de développement	38 587		5 091	(293)	346	1 003	44 734
Droit au bail	2 197					60	2 257
Autres immobilisations incorporelles	88 951	6 950	1 174	(15)	(1 063)	(5)	95 992
TOTAL	129 735	6 950	6 265	(308)	(717)	1 058	142 983
Amortissements							
Autres concessions, brevets et droits similaires	(13 380)		(615)		191	(797)	(14 601)
Autres immobilisations incorporelles	(25 690)		(2 380)	15	(191)	71	(28 175)
TOTAL	(39 070)		(2 995)	15	(191)	(726)	(42 776)
VALEURS NETTES	90 665	6 950	3 270	(293)	(717)	332	100 207

Les variations de périmètre correspondent à l'acquisition d'un projet développé et prêt à construire en France (cf. note 3).



9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DROITS D'UTILISATION

9.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Variations de		Acquisitions	Diminutions	Reclas- sements	Hyper- inflation	Écarts de conversion	30/06/2024
	31/12/2023	périmètre						
Autres immobilisations corporelles	350 308	27	6 948	(1 866)	6 942	3 461	5 039	370 859
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	8 908		1 574	(4)	(1 644)		263	9 097
Immobilisations en cours	222 978	377	66 813	(759)	(91 945)	(263)	6 023	203 224
Installations techniques, matériel et outillage	2 037 943		13 935	(12 517)	54 387	9 161	20 505	2 123 414
Terrains et constructions	1 135 881		1 598	(4 105)	31 510	19 519	16 867	1 201 270
TOTAL	3 756 018	404	90 868	(19 251)	(750)	31 878	48 697	3 907 864

Amortissements (en milliers d'euros)	Variations de		Augmentations	Diminutions	Reclas- sements	Hyper- inflation	Écarts de conversion	30/06/2024
	31/12/2023	périmètre						
Autres immobilisations corporelles	(189 433)	(10)	(7 966)	1 451	(82)	(3 316)	(1 368)	(200 724)
Installations et matériel	(1 323 040)		(50 965)	10 584	106	(6 626)	(6 041)	(1 375 982)
Terrains et constructions	(497 030)		(19 709)	3 883		(14 091)	(5 448)	(532 395)
TOTAL	(2 009 503)	(10)	(78 640)	15 918	24	(24 033)	(12 857)	(2 109 101)
VALEURS NETTES	1 746 515	394	12 228	(3 333)	(726)	7 845	35 840	1 798 763

9.2 DROITS D'UTILISATION (IFRS 16)

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	31/12/2023	Acquisitions	Diminutions	Hyper- inflation	Écarts de conversion	30/06/2024
Matériel de transport	64 064	17 336	(11 547)		1 425	71 278
Installations techniques, matériel et outillage	32 551	31	(337)	2 409	321	34 975
Terrains et Constructions	266 418	19 441	(9 540)	3 269	10 787	290 375
TOTAL	364 558	36 840	(21 528)	5 678	12 540	398 088

Amortissements (en milliers d'euros)	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Hyper- inflation	Écarts de conversion	30/06/2024
Matériel de transport	(31 717)	(9 978)	848		(704)	(41 551)
Installations techniques, matériel et outillage	(19 430)	(1 134)	299	(1 755)	(206)	(22 226)
Terrains et Constructions	(81 951)	(10 367)	4 512	(1 978)	(3 062)	(92 846)
TOTAL	(133 794)	(21 632)	5 671	(3 733)	(3 976)	(157 464)
VALEURS NETTES	230 764	15 208	(15 857)	1 945	8 564	240 624

10. ACTIFS FINANCIERS

10.1 AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Les « autres actifs financiers » au 30 juin 2024 comprennent :

Valeurs brutes <i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2024	31/12/2023
Titres de participation	90 453	91 749
Autres créances rattachées à des participations	11 237	11 241
Prêts, dépôts et cautionnements versés	66 019	66 325
Juste valeur des instruments financiers	52 048	50 117
TOTAL DES AUTRES ACTIFS FINANCIERS	219 757	219 432
Dépréciation	(66 455)	(50 639)
VALEURS NETTES	153 302	168 793

Les titres de participation correspondent essentiellement :

- à la participation à hauteur de 17,6 % dans la société Hydrogène de France (HDF Energy) souscrite en 2021 pour un montant total de 78,6 millions d'euros ;
- aux participations minoritaires détenues par Rubis Energia Portugal dans plusieurs entités au Portugal ;
- aux participations minoritaires détenues par la raffinerie SARA dans des projets de diversification ;
- aux parts de GIE détenues par la société Rubis Antilles Guyane.

Les autres créances rattachées à des participations incluent essentiellement les avances faites à des GIE ou entreprises communes.

Les prêts, dépôts et cautionnements versés comprennent un prêt en USD à hauteur de 8 millions d'euros, remboursable en octobre 2025, accordé par la filiale RWIL Suriname à l'État surinamais. La part courante de ce prêt figure en « Autres Actifs Courants » pour 16 millions d'euros. Ce poste inclut également à hauteur de 33 millions d'euros des bons du trésor détenus par les entités de distribution implantées au Kenya vis-à-vis de l'État kenyan.

Les autres éléments inscrits dans ce compte correspondent essentiellement à des avances faites à certains distributeurs travaillant pour le Groupe, à des dépôts de garantie prévus dans certains baux emphytéotiques et aux autres dépôts de garantie.

Les dépréciations intègrent à hauteur de 61,9 millions d'euros l'impact de l'évaluation à la juste valeur de la participation dans HDF Energy en raison de la baisse de son cours de bourse par rapport au prix de souscription à l'origine. La contrepartie est portée en autres éléments du résultat global.

10.2 AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants comprennent principalement des charges constatées d'avance ainsi que la part à moins d'un an des créances rattachées à des participations, des prêts et des dépôts et cautionnements versés, des avances et dépôts versés en vue de l'acquisition de nouvelles activités, des valeurs mobilières de placement qui ne peuvent pas être considérées comme de la trésorerie ou équivalents de trésorerie et des instruments de couverture à la juste valeur.



(en milliers d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Prêts, dépôts et cautionnements versés	16 958	16 150
Juste valeur des instruments financiers	6 254	3 730
ACTIFS FINANCIERS COURANTS BRUTS	23 212	19 880
Dépréciation		
ACTIFS FINANCIERS COURANTS NETS	23 212	19 880
Charges constatées d'avance	40 050	22 334
ACTIFS COURANTS	40 050	22 334
TOTAL AUTRES ACTIFS COURANTS	63 262	42 214

10.3 CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS (ACTIFS D'EXPLOITATION COURANTS)

Les clients et autres débiteurs comprennent la part à moins d'un an des créances clients et comptes rattachés, des créances liées au personnel, des créances sur l'État et des autres créances d'exploitation.

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Créances clients et comptes rattachés	617 738	607 140
Créances liées au personnel	1 919	2 167
Créances sur l'État	143 627	126 167
Autres créances d'exploitation	83 838	78 318
TOTAL	847 122	813 792

Dépréciations (en milliers d'euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises	30/06/2024
Créances clients et comptes rattachés	27 206	4 072	(2 141)	29 137
Autres créances d'exploitation	5 176	738	(34)	5 880
TOTAL	32 382	4 810	(2 175)	35 017

Sur le premier semestre 2024, les pertes sur créances sont demeurées stables et non matérielles.

Cession de créances

Rubis a mis en place des programmes de cession de créances et d'affacturage, notamment en Martinique, au terme desquels la filiale cède des créances commerciales au factor ou à l'organisme financier en contrepartie de trésorerie. Certains programmes sont déconsolidants.

Au 30 juin 2024, la valeur nette des créances cédées et déconsolidées s'élève à 39 millions d'euros, la quasi-totalité des risques et avantages au titre de ces créances ayant été transférés. Pour les programmes non déconsolidants, les montants remboursables au titre des programmes sont présentés dans les « Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an) » sur la ligne « Autres emprunts et dettes assimilées ».

10.4 RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition maximale au risque de crédit concernant les créances commerciales à la date de clôture, analysée par zone géographique est la suivante :

En valeur nette (en milliers d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Europe	108 393	103 561
Caraïbes	151 666	145 878
Afrique	328 542	330 495
TOTAL	588 601	579 934

11. CAPITAUX PROPRES

Au 30 juin 2024, le capital social est composé de 104 158 122 actions entièrement libérées de 1,25 euro chacune et s'élève à 130 198 milliers d'euros.

Les différentes opérations sur capital, intervenues au cours de la période, sont reprises dans le tableau ci-après :

	Nombre d'actions	Capital social (en milliers d'euros)	Primes (en milliers d'euros)
Au 1^{er} janvier 2024	103 195 172	128 994	1 553 933
Levées de stock-options	1 995	2	57
Plan d'épargne entreprise	559 881	701	8 094
Actions de performance acquises	401 074	501	(501)
Frais sur augmentations de capital			(3)
Au 30 juin 2024	104 158 122	130 198	1 561 561

Au 30 juin 2024, Rubis possédait 81 253 actions d'autocontrôle.

Convention de ligne de capital avec Crédit Agricole CIB de novembre 2021

En novembre 2021, le Groupe a signé une convention de ligne de capital avec Crédit Agricole CIB pour une période de 37 mois et dans la limite autorisée de 4 400 000 actions de 1,25 euro de nominal. Le prix de souscription des actions fera ressortir une décote de 5 % par rapport à la moyenne pondérée par les volumes des cours cotés des actions des deux séances de bourse précédant sa fixation. Crédit Agricole CIB intervient en tant qu'intermédiaire financier et n'a pas vocation à rester au capital de la Société. Au 30 juin 2024, le Groupe n'a pas encore fait usage de cette ligne de capital.

Rapprochement avec l'augmentation de capital au tableau de flux de trésorerie

Augmentation (Réduction) du capital social	1 204
Augmentation (Réduction) des primes	7 647
Augmentation (Réduction) de capital au bilan	8 851
Rachat d'actions (Réduction de capital)	
Augmentation (Réduction) de capital au tableau de flux de trésorerie	8 851

Rapprochement du dividende distribué entre l'état de variation des capitaux propres et le tableau de flux de trésorerie

Distribution de dividendes selon état des variations des capitaux propres	204 979
Paiement du dividende en actions	
Dividendes mis en paiement au tableau de flux de trésorerie	204 979



12. OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS ET ACTIONS GRATUITES

Les modalités des plans d' options de souscription d' actions et d' actions gratuites en cours au 30 juin 2024 sont illustrées dans les tableaux ci-après :

OPTIONS DE SOUSCRIPTION Date du Collège de la Gérance	En circulation au 31/12/2023	Droits émis	Droits exercés	Droits annulés	En circulation au 30/06/2024
6 novembre 2020	84 740		(1 995)	(42 911)	39 834
1 avril 2021	5 616			(2 810)	2 806
TOTAL	90 356		(1 995)	(45 721)	42 640

OPTIONS DE SOUSCRIPTION Date du Collège de la Gérance	Nombre d' options en circulation	Date limite d' exercice	Prix d' exercice (en euros)	Options exercibles
6 novembre 2020	39 834	mars-34	29,71	
1 avril 2021	2 806	mars-34	40,47	
TOTAL	42 640			

OPTIONS DE SOUSCRIPTION Date du Collège de la Gérance	En circulation au 31/12/2023	Droits émis	Droits exercés	Droits annulés	En circulation au 30/06/2024
6 novembre 2020	769 645		(379 318)	(390 327)	
1 avril 2021	43 516		(21 756)	(21 760)	
13 décembre 2021	115 323				115 323
20 juillet 2022	514 770				514 770
TOTAL	1 443 254		(401 074)	(412 087)	630 093

Les actions de préférence seront converties en actions ordinaires à l' issue d' une période de conservation ou d' acquisition en fonction du degré d' atteinte des conditions de performance.

13. PASSIFS FINANCIERS

13.1 DETTES FINANCIÈRES

(en milliers d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Emprunts et dettes financières courantes et non courantes	1 949 004	1 949 593
Trésorerie et équivalents de trésorerie	457 712	589 685
DETTE FINANCIÈRE NETTE (HORS OBLIGATIONS LOCATIVES)	1 491 292	1 359 908
Obligations locatives courantes et non courantes	246 729	238 758
DETTE FINANCIÈRE NETTE	1 738 021	1 598 666

Les dettes financières sont présentées dans le tableau ci-dessous en distinguant les passifs non courants des passifs courants :

Courants (en milliers d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Emprunts auprès des établissements de crédit	406 605	421 522
Intérêts courus non échus sur emprunts et concours bancaires	6 097	7 882
Concours bancaires	292 448	318 493
Autres emprunts et dettes assimilées	20 936	35 622
TOTAL EMPRUNTS ET CONCOURS BANCAIRES (PART À MOINS D' UN AN)	726 086	783 519
Non courants (en milliers d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 178 249	1 125 525
Consignations citernes	15 344	15 670
Consignations bouteilles	136 437	136 115
Autres emprunts et dettes assimilées	44 669	40 549
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	1 374 699	1 317 859
TOTAL	2 100 785	2 101 378

Emprunts et dettes financières (non courants)
(en milliers d'euros)

	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	900 727	277 522
Autres emprunts et dettes assimilées	27 333	17 336
TOTAL	928 060	294 858

La variation des emprunts et autres passifs financiers sur le premier semestre 2024 s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	Variations de périmètre	Émissions	Remboursements	Écarts de conversion	30/06/2024
Emprunts et dettes financières courantes et non courantes	1 949 593	182	659 427	(698 666)	38 468	1 949 004
Obligations locatives courantes et non courantes	238 758		36 760	(36 906)	8 117	246 729
TOTAL	2 188 351	182	696 187	(735 572)	46 585	2 195 733

Les émissions réalisées au cours de la période s'expliquent principalement par le refinancement des lignes de crédit utilisées et les nouveaux financements obtenus sur Photosol.

(en milliers d'euros)

	Taux fixe	Taux variable
Emprunts auprès des établissements de crédit	130 833	1 047 416
Emprunts auprès des établissements de crédit (part à moins d'un an)	54 697	351 908
TOTAL	185 530	1 399 324

Risque de taux
Caractéristique des emprunts contractés
(en milliers d'euros)

	Taux	Montant total	À moins d'1 an	Entre 1 et 5 ans	À plus de 5 ans	Existence ou non de couverture
Euro	Fixe	155 362	50 823	97 738	6 801	OUI
	Variable	1 388 620	341 536	781 358	265 726	
Roupie indienne	Fixe					
	Variable	453	121	332		
Dollar américain	Fixe	1 777	498	1 279		
	Variable	10 251	10 251			
Dollar de la Barbade	Fixe	25 999	3 376	18 765	3 858	
	Variable					
Ariary malgache	Fixe	2 392		1 255	1 137	
	Variable					
TOTAL		1 584 854	406 605	900 727	277 522	

Le risque de taux est limité aux emprunts souscrits par le Groupe.

Covenants financiers

Au 30 juin 2024, il n'existe pas de situation de non-respect des ratios pouvant entraîner un remboursement anticipé des emprunts.

Supply chain factoring

Certaines filiales de l'activité Distribution d'énergies ont mis en place des contrats d'agents payeurs avec des institutions financières permettant à certains fournisseurs du Groupe de céder leurs créances dues par le Groupe.

Ce programme de financement permet au Groupe de bénéficier d'une prolongation des délais de paiement des dettes vis-à-vis de ces fournisseurs. Les dettes ayant fait l'objet d'une prolongation des délais de paiement sont présentées dans la ligne « Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an) » sur la ligne "Autres emprunts et dettes assimilées". Au 30 juin 2024, les montants dus au titre de ces programmes s'élèvent à 16 millions d'euros. Les flux de trésorerie liés à ces dettes sont classés en flux de trésorerie liés aux activités de financement.



Risque de liquidité

Au 30 juin 2024, le Groupe utilise des lignes de crédit confirmées pour un montant global de 805 millions d'euros. Le montant des lignes de crédit confirmées mais non utilisées au 30 juin 2024 s'élève à 149 millions d'euros.

Parallèlement, il est précisé que le Groupe présente à l'actif de son bilan une trésorerie immédiatement disponible de 458 millions d'euros.

13.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	30/06/2024
ÉCHÉANCIER DES OBLIGATIONS LOCATIVES	33 109	78 843	134 777	246 729

Autres informations relatives aux contrats de locations (IFRS 16)

Au 30 juin 2024, le montant des loyers décaissés (contrats retraités et contrats exclus) s'élève à 56,2 millions d'euros et le produit des sous-locations à 3,7 millions d'euros.

Les charges de loyers qui n'ont pas été retraitées au 30 juin 2024 s'analysent comme suit :

- loyers bénéficiant d'une exemption de comptabilisation :
 - durée inférieure à 12 mois pour 26,5 millions d'euros ;
 - bien de faible valeur unitaire pour 0,5 million d'euros ;
- part variable des loyers pour 10,5 millions d'euros.

13.3 ENGAGEMENTS ET PASSIFS ÉVENTUELS (HORS PROVISIONS)

Rubis SCA et ses filiales font l'objet de contrôles fiscaux et parfois de proposition de rectifications. Le Groupe considère qu'il dispose de solides moyens de défense, qu'il met en œuvre toutes les procédures légales à sa disposition pour prévenir tout dénouement défavorable et qu'il a constitué toutes les provisions nécessaires pour faire face aux décaissements jugés probables. Les conséquences financières de ces rappels d'impôts et taxes sont comptabilisées au passif pour les montants notifiés et acceptés ou considérés comme incertains et présentant une sortie de ressources probable pouvant être déterminée de manière fiable.

Le Groupe revoit périodiquement l'estimation de ces risques au regard de l'évolution des contrôles et des contentieux et estime qu'aucun contrôle en cours n'aura d'impact significatif sur sa situation financière ou sa liquidité.

En décembre 2021, l'Autorité de la concurrence s'est saisie d'office d'une mission d'enquête sur des pratiques observées dans le secteur de l'approvisionnement, du stockage et de la distribution des carburants. Fin 2023, les Services d'instruction de l'Autorité de la concurrence ont adressé à plusieurs acteurs du secteur pétrolier en France – parmi lesquels figurent trois entités du Groupe – une notification de griefs relative à des pratiques d'entente prétendument mises en œuvre dans ce secteur. La réception de ce document ne préjuge en rien d'une condamnation future éventuelle. Durant le premier semestre 2024, le Groupe a présenté ses observations et contesté intégralement et fermement le bien-fondé des procédures en cours. Comme au 31 décembre 2023, aucune provision n'a été constituée, le management considérant que les critères de comptabilisation d'une provision ne sont pas respectés au regard des normes IFRS.

14. PROVISIONS

Non courants <i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2024	31/12/2023
Provisions pour risques et charges	107 712	90 714
Provisions pour démantèlement et dépollution	49 298	47 106
TOTAL	157 010	137 820

Les provisions pour risques et charges comprennent notamment :

- les obligations du Groupe en matière de certificats d'économie d'énergie. Ces provisions sont constatées tout au long de la période triennale en vigueur (2022/2025) ;
- des provisions relatives à des risques ou litiges pouvant conduire à la mise en cause éventuelle du groupe Rubis.

Ces éléments sont évalués à partir d'estimations des sorties de ressources nécessaires pour éteindre l'éventuelle obligation et en intégrant des probabilités de réalisation des différents scénarios envisagés.

Les provisions pour démantèlement et dépollution sont conformes à la norme IAS 16. Le Groupe a procédé à une estimation des coûts de dépollution et de démantèlement reposant notamment sur les conclusions de conseils externes. Conformément à la norme IAS 16, la valeur actuelle de ces dépenses a été incorporée au coût des installations correspondantes.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	Dotations	Reprises ⁽¹⁾	Hyperinflation	Écarts de conversion	30/06/2024
Provisions pour risques et charges	90 714	41 875	(25 643)		766	107 712
Provisions pour démantèlement et dépollution	47 106	1 249	(1 562)	1 299	1 206	49 298
TOTAL	137 820	43 124	(27 205)	1 299	1 972	157 010

(1) Dont 634 milliers d'euros de reprises sans objet.

Les variations de provisions pour risques et charges du semestre correspondent notamment :

- aux nouvelles obligations du Groupe en matière de collecte de certificats d'économie d'énergie ;
- aux obligations du Groupe en matière de dépollution et remise en état.

15. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les « autres produits et charges opérationnels » au 30 juin 2024 sont détaillés ci-après :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2024	30/06/2023
Résultat de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	(140)	701
Coûts liés aux acquisitions stratégiques	(294)	(6 723)
Autres charges, produits et provisions	(143)	480
Impact des acquisitions/cessions d'entreprises	(305)	282
TOTAL	(882)	(5 260)

Les coûts liés aux acquisitions stratégiques correspondent notamment aux coûts encourus dans le cadre de l'acquisition du groupe Photosol.

16. AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2024	30/06/2023
Résultat de change	(32 467)	(80 334)
Autres produits et charges financiers nets	(233)	1 872
TOTAL	(32 700)	(78 462)



17. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Réforme de la fiscalité internationale

La réforme de la fiscalité internationale arrêtée par l'OCDE fin 2021, dite « Pilier 2 », visant à établir un taux d'imposition minimal de 15 %, a été adoptée par la France dans le cadre de la Loi de Finances pour 2024 votée avant le 31 décembre 2023. Elle est entrée en application en France pour tout exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2024.

En raison de son chiffre d'affaires, le groupe Rubis entre dans le champ d'application de cette réforme. Dans ce cadre, la société Rubis SCA est l'Entité Mère Ultime (EMU) et pourrait être redevable, le cas échéant, d'un impôt complémentaire au titre de ses filiales faiblement imposées.

Au 30 juin 2024, l'application de cette réforme a engendré une hausse du Taux Effectif d'Imposition de l'ordre de 6 % intégrant les réformes fiscales mises en place dans certains pays d'implantation du Groupe. Ces réformes fiscales vont se poursuivre tout au long de l'année 2024.

Le Groupe a maintenu, dans ses états financiers au titre du premier semestre 2024, l'exception de non-comptabilisation d'impôts différés liés à Pilier 2 telle que prévue par les amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat ».

18. RÉSULTAT PAR ACTION

Sont présentés ci-dessous les résultats et actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action.

Résultat par action <i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2024	30/06/2023
Résultat net consolidé part du Groupe	129 503	170 624
Effet résultat des stock-options	28	44
Résultat net consolidé après prise en compte de l'effet résultat des stock-options	129 531	170 668
Nombre d'actions à l'ouverture	103 195 172	102 953 566
PEE	56 755	25 154
Droit préférentiel de souscription	124 947	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	103 376 874	102 978 720
Actions gratuites de performance	174 822	
Options de souscription d'actions	42 640	
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	103 594 336	102 978 720
Résultat non dilué par action <i>(en euros)</i>	1,25	1,66
Résultat dilué par action <i>(en euros)</i>	1,25	1,66

19. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Au premier semestre 2024, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2023.

20. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 30 JUIN 2024

Les comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2024 regroupent les états financiers de Rubis et des filiales listées dans le tableau ci-dessous.

Nom	Siège social / Pays	30 juin 24 % contrôle	31 déc. 23 % contrôle	30 juin 24 % d'intérêt	31 déc. 23 % d'intérêt	Méthode de consolidation*
Rubis SCA	46, rue Boissière 75116 Paris SIREN : 784 393 530	Mère	Mère	Mère	Mère	
Rubis Patrimoine	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Coparef	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Renouvelables	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis HyDev	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
RT Invest	France	55,00 %	55,00 %	55,00 %	55,00 %	JV (MEE)
Rubis Terminal Infra	France	55,00 %	55,00 %	55,00 %	55,00 %	JV (MEE)
Rubis Énergie	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Vitogaz France	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Sicogaz	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Sigalnor	France	65,00 %	65,00 %	65,00 %	65,00 %	IG
Starogaz (TUP)	France		100,00 %		100,00 %	IG
Norgal	France	20,94 %	20,94 %	20,94 %	20,94 %	JO
Frangaz	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Vito Corse	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
RD3A	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Restauration et Services	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Vitogas España S.A.	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Energia Portugal S.A.	Portugal	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Sodigas Seixal Sociedade de Distribuição de Gás S.A.	Portugal	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Sodigas Açores S.A.	Portugal	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Sodigas Braga Sociedade de Distribuição de Gás, S.A.	Portugal	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Spelta – Produtos Petrolíferos SA	Portugal	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Companhia Logística de Combustíveis SA	Portugal	20,00 %	20,00 %	20,00 %	20,00 %	JV (MEE)
Electropalma	Portugal	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Alentejo	Portugal	100,00 %		100,00 %		IG
Vitogaz Switzerland AG	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Fuel Supplies Channel Islands Ltd (FSCI)	Îles anglo-normandes	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
La Collette Terminal Ltd	Îles anglo-normandes	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
St Sampson Terminal Ltd	Îles anglo-normandes	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Vitogaz Maroc	Maroc	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Lasfargaz	Maroc	82,89 %	82,89 %	82,89 %	82,89 %	IG
Kelsey Gas Ltd	République de Maurice	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Vitogaz Madagascar	Madagascar	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Eccleston Co Ltd	République de Maurice	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG



Nom	Siège social / Pays	30 juin 24 % contrôle	31 déc. 23 % contrôle	30 juin 24 % d'intérêt	31 déc. 23 % d'intérêt	Méthode de consolidation*
Vitogaz Comores	Union des Comores	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Gazel	Madagascar	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %	IG
Rubis Antilles Guyane	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Stocabu	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %	JO
Société Industrielle de Gaz et de Lubrifiants	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA)	France	71,00 %	71,00 %	71,00 %	71,00 %	IG
Société Antillaise des Pétroles Rubis	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Guyane Française	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Caraïbes Françaises	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Saint-Barthélemy	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Société Réunionnaise de Produits Pétroliers (SRPP)	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Société d'Importation et de distribution de Gaz Liquéfiés dans l'Océan Indien (Sigloi)	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
EZ Drive Antilles	France	49,00 %		49,00 %		JV (MEE)
Rubis Energy Bermuda Ltd	Bermudes	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Sinders Ltd	Bermudes	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Bermuda Gas & Utility Company Ltd	Bermudes	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Eastern Caribbean SRL	La Barbade	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Caribbean Holdings Inc.	La Barbade	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Renewstable Barbados	La Barbade	51,00 %	51,00 %	51,00 %	51,00 %	IG
Rubis West Indies Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Guyana Inc.	Guyana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Bahamas Ltd	Bahamas	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Cayman Islands Ltd	Îles Caïmans	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Turks & Caicos Ltd	Îles Turques-et-Caïques	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Energy Jamaica Ltd	Jamaïque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Easigas (Pty) Ltd	Afrique du Sud	55,00 %	55,00 %	55,00 %	55,00 %	IG
Easigas Botswana (Pty) Ltd	Botswana	55,00 %	55,00 %	55,00 %	55,00 %	IG
Easigas Swaziland (Pty) Ltd	Swaziland	55,00 %	55,00 %	55,00 %	55,00 %	IG
Easigas Lesotho (Pty) Ltd	Lesotho	55,00 %	55,00 %	55,00 %	55,00 %	IG
Rubis Asphalt South Africa	Afrique du Sud	74,00 %	74,00 %	74,00 %	74,00 %	IG
Ringardas Nigeria Ltd	Nigéria	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
European Railroad Established Services SA (Eres Sénégal)	Sénégal	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
European Railroad Established Services Togo SA (Eres Togo)	Togo	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Eres Cameroun	Cameroun	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Eres Liberia Inc.	République du Libéria	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Eres Gabon	Gabon	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG

Nom	Siège social / Pays	30 juin 24 % contrôle	31 déc. 23 % contrôle	30 juin 24 % d'intérêt	31 déc. 23 % d'intérêt	Méthode de consolidation*
REC Bitumen SRL	La Barbade	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Bahama Blue Shipping Company	La Barbade	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Morbihan Shipping Corporation	La Barbade	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Soleco	La Barbade	35,30 %		35,30 %		JV (MEE)
Bitu River Shipping Corp.	Panama	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Demerara Shipping Corporation	La Barbade	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
St James LG	La Barbade	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Kensington LG	La Barbade	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Pickett Shipping Corp.	République de Panama	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Blue Round Shipping Corp.	République de Panama	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Biskra Shipping SA	République de Panama	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Atlantic Rainbow Shipping Company SA	République de Panama	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Asphalt Togo	Togo	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Woodbar Co Ltd	République de Maurice	85,00 %	85,00 %	85,00 %	85,00 %	IG
Rubis Énergie Djibouti	République de Djibouti	85,00 %	85,00 %	85,00 %	85,00 %	IG
Distributeurs Nationaux SA (Dinasa)	Haïti	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Chevron Haïti Inc.	Îles Vierges britanniques	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Société de Distribution de Gaz S.A. (Sodigaz)	Haïti	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Terminal Gazier de Varreux S.A.	Haïti	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %	JO
RBF Marketing Ltd	Jamaïque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Galana Distribution Pétrolière Company Ltd	République de Maurice	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Galana Distribution Pétrolière SA	Madagascar	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %	IG
Galana Raffinerie Terminal Company Ltd	République de Maurice	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Galana Raffinerie et Terminal SA	Madagascar	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %	IG
Plateforme Terminal Pétrolier SA	Madagascar	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %	IG
Rubis Middle East Supply DMCC	Émirats Arabes Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
RAME Rubis Asphalt Middle East DMCC	Émirats Arabes Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Maritec Tanker Management Private Ltd	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Gulf Energy Holdings Ltd	Kenya	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Energy Kenya Plc	Kenya	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Kobil Petroleum Ltd	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Energy Ethiopia Ltd	Éthiopie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Energy Rwanda Ltd	Rwanda	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Energy Uganda Ltd	Ouganda	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG
Rubis Energy Zambia Ltd	Zambie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	IG



Nom	Siège social / Pays	30 juin 24 % contrôle	31 déc. 23 % contrôle	30 juin 24 % d'intérêt	31 déc. 23 % d'intérêt	Méthode de consolidation*
Rubis Energy Zimbabwe (Private) Ltd	Zimbabwe	55,00 %	55,00 %	55,00 %	55,00 %	IG
Soida	Angola	35,00 %	35,00 %	35,00 %	35,00 %	JV (MEE)
Rubis Photosol	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Aedes & Photosol Développement	France	39,26 %	39,26 %	39,26 %	39,26 %	JV (MEE)
Airefsol Énergies 1	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Airefsol Énergies 7	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Alpha Énergies Renouvelables	France	78,02 %	78,02 %	78,02 %	78,02 %	IG
Centrale Photovoltaïque de Ychoux	France	78,50 %	78,50 %	78,50 %	78,50 %	IG
Centrale Photovoltaïque Lagune de Toret	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Centrale Photovoltaïque le Bouluc de Fabre	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Cilaos	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Clotilda	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Cpes de l'Ancienne Cokerie	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Dynamique Territoires Développement	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
EPV	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Firinga	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Inti SAS	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Maïdo	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Phoebus	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photom Services	France	78,45 %	77,20 %	78,45 %	77,20 %	IG
Photosol Bordezac Développement	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol Bourbon	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol Brossac	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol CRE 4	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol Développement	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol Hermitage	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol Invest 2	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol Maransin	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol Roulet (TUP)	France		78,51 %		78,51 %	IG
Photosol Sarrazac Développement	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol Villefranche sur Cher Développement	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
PV Ecarpiere	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Société du Parc Photovoltaïque de la Commanderie	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Solaire du Lazaret	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Territoires Énergies Nouvelles	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG

Nom	Siège social / Pays	30 juin 24 % contrôle	31 déc. 23 % contrôle	30 juin 24 % d'intérêt	31 déc. 23 % d'intérêt	Méthode de consolidation*
Thorenc PV	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol Mobexi	France	77,69 %	77,69 %	77,69 %	77,69 %	IG
Photosol Développement France	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
ENER5	France	40,04 %		40,04 %		IG
Energie du partage 6	France	70,66 %		70,66 %		IG
Photosol Energies locales	France	78,51 %		78,51 %		IG
Photosol SPV 1	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 2	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 3	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 4	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 5	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 6	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 7	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 9	France	56,47 %	56,47 %	56,47 %	56,47 %	IG
Photosol SPV 10	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 11	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 12	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 13	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 14	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 15	France	52,68 %	52,68 %	52,68 %	52,68 %	IG
Photosol SPV 16	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 17	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 18	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 22	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 25	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 26	France	52,68 %	78,51 %	52,68 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 27	France	78,50 %	78,50 %	78,50 %	78,50 %	IG
Photosol SPV 28	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 29	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 30	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 31	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 32	France	72,68 %	72,68 %	72,68 %	72,68 %	IG
Photosol SPV 33	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 34	France	71,36 %	71,36 %	71,36 %	71,36 %	IG
Photosol SPV 35	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 36	France	65,96 %	65,96 %	65,96 %	65,96 %	IG
Photosol SPV 37	France	72,01 %	72,01 %	72,01 %	72,01 %	IG
Photosol SPV 38	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 39	France	64,34 %	64,34 %	64,34 %	64,34 %	IG
Photosol SPV 40	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 43	France	67,09 %	67,09 %	67,09 %	67,09 %	IG
Photosol SPV 44	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG



Nom	Siège social / Pays	30 juin 24 % contrôle	31 déc. 23 % contrôle	30 juin 24 % d'intérêt	31 déc. 23 % d'intérêt	Méthode de consolidation*
Photosol SPV 45	France	78,49 %	78,51 %	78,49 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 46	France	78,49 %	78,51 %	78,49 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 48	France	52,68 %	52,69 %	52,68 %	52,69 %	IG
Photosol SPV 49	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 50	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 51	France	52,68 %	52,69 %	52,68 %	52,69 %	IG
Photosol SPV 52	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 53	France	52,68 %	52,69 %	52,68 %	52,69 %	IG
Photosol SPV 54	France	52,68 %	52,69 %	52,68 %	52,69 %	IG
Photosol SPV 55	France	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol SPV 56	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 58	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 59	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 60	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 61	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 63	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 65	France	78,49 %	78,51 %	78,49 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 67	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 68	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 69	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 70	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 71	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 72	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 73	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 74	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 75	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 76	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 77	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 78	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 79	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 80	France	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol SPV 81	France	78,51 %		78,51 %		IG
Photosol SPV 82	France	78,51 %		78,51 %		IG
Photosol SPV 83	France	78,51 %		78,51 %		IG
Photosol SPV 84	France	78,51 %		78,51 %		IG
Photosol SPV 85	France	78,51 %		78,51 %		IG
Photosol SPV 86	France	78,51 %		78,51 %		IG
Photosol SPV 88	France	78,51 %		78,51 %		IG
Photosol SPV 89	France	78,51 %		78,51 %		IG
EuroRidge Solar Holding S.à.r.l	Luxembourg	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Thorenc PV Holding S.à r.l.	Luxembourg	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol Italia	Italie	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG

Nom	Siège social / Pays	30 juin 24 % contrôle	31 déc. 23 % contrôle	30 juin 24 % d'intérêt	31 déc. 23 % d'intérêt	Méthode de consolidation*
Photosol Energia Italia	Italie	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
VPD Solar 01	Italie	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
VPD Solar 05	Italie	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
VPD Solar 06	Italie	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
VPD Solar 09	Italie	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol Espana assets	Espagne	78,49 %	78,49 %	78,49 %	78,49 %	IG
Photosol Desarrollos	Espagne	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Photosol Energia Polska	Pologne	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Desarrollos Renovables Ayala	Espagne	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Desarrollos Renovables Balmaseda	Espagne	78,51 %	78,51 %	78,51 %	78,51 %	IG
Rubis Photosol ES SPV3	Espagne	78,51 %		78,51 %		IG
Rubis Photosol ES SPV4	Espagne	78,51 %		78,51 %		IG
Rubis Photosol ES SPV5	Espagne	78,51 %		78,51 %		IG
Rubis Photosol ES SPV6	Espagne	78,51 %		78,51 %		IG
Rubis Photosol ES SPV7	Espagne	78,51 %		78,51 %		IG
Rubis Photosol ES SPV8	Espagne	78,51 %		78,51 %		IG
Rubis Photosol ES SPV9	Espagne	78,51 %		78,51 %		IG
Rubis Photosol ES SPV10	Espagne	78,51 %		78,51 %		IG

* IG : Intégration globale ; JO : entreprise commune ; JV : coentreprise (MEE) ; MEE : mise en équivalence.

La société Rubis Antilles Guyane détient une participation minoritaire dans cinq GIE situés aux Antilles ; ces entités n'étant pas significatives, elles ne sont pas consolidées.

Les sociétés Rubis Energia Portugal, Rubis Energy Kenya, SARA et Photosol Développement détiennent des participations non significatives et non consolidées à ce jour.

Compte tenu des problèmes politiques et monétaires au Burundi, le Groupe a décidé depuis 2019 de ne pas consolider Kobil Burundi faute de contrôler réellement cette activité. Les titres correspondants ont été totalement dépréciés. La situation politique et monétaire n'a pas connu d'amélioration sur le premier semestre 2024.

21. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le Groupe a annoncé le 19 juillet 2024 que sa filiale Rubis Énergie SAS a signé son tout premier financement privé américain US Private Placement (USPP) sous droit français avec PGIM Private Capital (« PPC »), la branche capital privé de PGIM Inc., société de gestion d'actifs de Prudential Financial Inc. pour un montant de 265 millions de dollars. Rubis Énergie SAS va émettre trois séries de 70 millions d'euros chacune d'obligations non garanties de premier rang avec des échéances *in fine* de 8, 10 et 12 ans.

Rubis Énergie conserve près de 40 millions de dollars disponibles dans le cadre de l'accord pour des émissions futures au cours des deux prochaines années.

Ce nouveau financement USPP permet à Rubis de diversifier ses sources de financement tout en allongeant la maturité moyenne actuelle de sa dette de trois à cinq ans et ouvre la voie à d'autres opérations USPP potentielles.

III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société RUBIS, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Collège de la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 5 septembre 2024

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Cédric Le Gal Frédéric Nusbaumer

KPMG SA
Jacques-François Lethu Agathe Labaquère



IV – ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES

PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Gilles Gobin : Gérant

Jacques Riou : Président d’Agena, société co-Gérante de Rubis

Clarisse Gobin-Swiecznik : Co-gérante de Sorgema, société co-Gérante de Rubis

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d’activité figurant en page 1 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées et qu’il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l’exercice.

Fait à Meudon et à Paris, le 5 septembre 2024

Clarisse Gobin-Swiecznik
Co-gérante de Sorgema,
société co-Gérante de Rubis

Jacques Riou
Président d’Agena,
société co-Gérante de Rubis

Gilles Gobin
Gérant



SERVIR LES ÉNERGIES
D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

